

## Revue d'histoire de l'Amérique française

# La vie culturelle et intellectuelle dans le Québec des xviii<sup>e</sup> et xix<sup>e</sup> siècles : quelques pistes de recherche

Yvan Lamonde

---

Volume 54, numéro 2, automne 2000

URI : [id.erudit.org/iderudit/005506ar](http://id.erudit.org/iderudit/005506ar)  
<https://doi.org/10.7202/005506ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN 0035-2357 (imprimé)  
1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer cet article

Lamonde, Y. (2000). La vie culturelle et intellectuelle dans le Québec des xviii<sup>e</sup> et xix<sup>e</sup> siècles : quelques pistes de recherche. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 54(2), 269–279. <https://doi.org/10.7202/005506ar>

---

Tous droits réservés © Institut d'histoire de l'Amérique française, 2000

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]

---

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. [www.erudit.org](http://www.erudit.org)

## Note de recherche

# La vie culturelle et intellectuelle dans le Québec des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles : quelques pistes de recherche

YVAN LAMONDE

Département de langue et littérature françaises  
Université McGill

Le premier volume de notre synthèse *Histoire sociale des idées au Québec (1760-1896)* a permis de parcourir les sources manuscrites, imprimées et numériques concernant cette période et de constater que certains aspects de la vie culturelle et intellectuelle des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles québécois pouvaient faire l'objet de recherches plus approfondies. Nous les proposons à l'attention des chercheurs et des étudiants désireux de faire de la recherche dans ce domaine historiographique pour lequel nous disposons de bilans et de bibliographies<sup>1</sup>. Sans prétendre à l'exhaustivité ni au statut de « programme » d'enquête, ces pistes de recherche nous semblent susceptibles d'alimenter le débat historiographique.

L'histoire sociale des idées telle que nous l'entendons obéit à deux impératifs : d'une part, elle prend en compte l'appartenance sociale de ceux qui conçoivent et expriment ces idées et la pénétration sociale de ces dernières ; d'autre part, elle analyse le cycle complet de la production, de la diffusion et de la réception des idées. Ces exigences ont comme conséquence que l'histoire intellectuelle croise l'histoire culturelle — par exemple, dans la culture urbaine, les idées passent par des journaux, des associations qui connaissent la concurrence du spectacle, des sports — et que cette même

1. Y. Lamonde, « L'histoire culturelle comme domaine historiographique au Québec », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 51,2 (automne 1997) : 285-299.

histoire intellectuelle est sensible au fait que les idées, de par leur détermination sociale, sont inscrites dans la société civile et dans un rapport au politique. Les courants d'idées et d'opinions ainsi que les polémiques auxquels nous nous intéressons traversent constamment les débats de la vie publique et politique et l'histoire intellectuelle que nous pratiquons se veut une contribution à l'histoire politique, à l'histoire des idées et à l'histoire des pratiques du pouvoir et du contre-pouvoir en société.

### DES PISTES LARGES

Notre synthèse porte sur l'histoire des idées, des institutions culturelles et des formes d'expression utilisées par des citoyens alphabétisés qui ont tenu des discours publics et laissé des écrits. Il est évident que le Québec ne disposera d'une histoire globale de sa culture que le jour où sera disponible une synthèse historique de la culture populaire, rurale et urbaine, une histoire des formes d'expression qui déborde l'écrit (de même que la peinture et la musique...), qui analyse la culture orale (contes, légendes, proverbes, chansons) et la culture matérielle (habitation, alimentation, vêtement, objets divers)<sup>2</sup>. Une telle synthèse supposera un effort pour sortir de la nostalgie d'une certaine pratique du folklore et pour dépasser la fascination d'antiquaire des études sur la culture matérielle et ses artefacts multiples<sup>3</sup>. Qui voudra réunir tout cela, donner à cette culture sa cohérence propre et la mettre en rapport avec la culture bourgeoise ?

L'histoire culturelle aujourd'hui disponible est essentiellement mont-réalaise d'inspiration. Sans doute en raison du poids de Montréal dans l'histoire du Québec, les travaux sur l'histoire culturelle et intellectuelle ont majoritairement porté sur la métropole, et, depuis une dizaine d'années seulement, sur les régions. Non seulement faudrait-il étudier l'histoire culturelle de la ville de Québec, mais tout autant celle des villes de taille moyenne comme Saint-Hyacinthe, Trois-Rivières, Sherbrooke ou Sorel. Ces connaissances nouvelles permettraient du coup de voir à quel moment Québec perd son rôle de métropole culturelle au profit de Montréal, tout en construisant un indice de seuil culturel (disponibilité

2. Paul-Louis Martin, « L'ethnologie au Québec. Bilan critique d'une période (1970-1980) », *Questions de culture*, 5 (1983) : 149-182.

3. Gérard Bouchard, « L'ethnographie au secours de la nation. Mobilisation de la culture populaire par les lettrés canadiens-français (1850-1900) », dans Simon Langlois, dir., *Identité et cultures nationales. L'Amérique française en mutation* (Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995), 17-47.

d'une église paroissiale ou d'une cathédrale, d'une école, d'un collège, d'une auberge, d'un journal, d'une association, d'un bureau de poste, d'un palais de justice, du chemin de terre, d'eau ou de fer) au-delà duquel la vie culturelle d'une agglomération devient possible<sup>4</sup>.

Par ailleurs, la recherche à venir en histoire intellectuelle et politique pourra s'attarder sur le libéralisme modéré. Les études de Philippe Sylvain, de Jean-Paul Bernard et les miennes sur le libéralisme revendicateur ont permis de redonner voix à ce courant d'idées et d'action politique et de proposer une nouvelle lecture du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce réajustement permet de voir qu'il faut étudier davantage le courant *dominant* du libéralisme, le libéralisme modéré, celui qui se met en place avec La Fontaine, en particulier au moment de la marginalisation de Papineau après 1849, mais que Parent avait formulé durant la seconde moitié de la décennie 1830 et que La Fontaine, Cartier et Laurier appliqueront après les Rébellions<sup>5</sup>.

Si Ronald Rudin a fait une première exploration de l'histoire des anglophones du Québec<sup>6</sup>, il appert qu'en raison de l'adoption et de l'adaptation que font les Canadiens français des formes culturelles (presse, associations, musées, sports) mises en place par la bourgeoisie anglophone de Montréal et de Québec, une histoire de la vie culturelle et intellectuelle des anglophones du Québec s'impose. André Lefebvre, dans *La Montreal Gazette et le nationalisme canadien (1835-1842)*, a donné un aperçu de l'univers politique et intellectuel de la bourgeoisie anglophone de Montréal, mais au-delà de «l'anticanadianisme» de cette bourgeoisie ou d'individus comme Adam Thom, du *Montreal Herald*, ou de John Richardson<sup>7</sup>, c'est tout le réseau des institutions culturelles anglophones qui commande des études.

4. Jean-Paul Bernard, «La fonction intellectuelle de Saint-Hyacinthe à la veille de la Confédération», *Rapport de la Société canadienne d'histoire de l'Église catholique*, 47 (1980) : 5-17; Maurice Lemire, «L'hégémonie culturelle de la ville de Québec au XIX<sup>e</sup> siècle», *Mémoires de la Société royale du Canada*, 4<sup>e</sup> série, XXII (1984) : 131-141; des points de départ pour l'histoire culturelle des villes de taille moyenne se trouvent dans les synthèses d'histoire régionale de l'INRS — Culture et Société et dans les bibliographies sur l'histoire des régions.

5. Étienne Parent, *Discours* (Montréal, Presses de l'Université de Montréal, coll. «Bibliothèque du Nouveau Monde»), édition critique par Claude Couture et Yvan Lamonde, introduction, à paraître.

6. *The Forgotten Quebecers. A History of English Speaking Québec, 1759-1980* (Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1985).

7. André Lefebvre, *La Montreal Gazette et le nationalisme canadien (1835-1842)* (Montréal, Guérin, 1970). On comprendra que pour les mentions d'individus, le *Dictionnaire biographique du Canada* constitue un excellent point de départ biographique et bibliographique, tout comme la collection de documents de l'Institut canadien de microreproductions historiques.

Parmi les grandes questions qui semblent exiger des analyses plus approfondies, il y a celle de la conscience coloniale au Bas-Canada avant 1840. Il faudrait braquer le regard sur les signes de la revendication coloniale et sur sa radicalisation, de façon à mieux mesurer où en sont le « loyalisme » et l'anticolonialisme des Canadiens français à la veille des Rébellions. Cette analyse de la conscience coloniale gagnerait aussi à la comparaison avec d'autres colonies contemporaines, en particulier avec les colonies britanniques, comme a entrepris de le faire Gérard Bouchard dans *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde. Essai d'histoire comparée* (Montréal, Boréal, 2000). Une telle enquête porterait attention au regard des métropolitains et des coloniaux britanniques tout autant sur le Bas-Canada et sur les Canadiens français que sur les revendications de ces derniers<sup>8</sup>. Le regard britannique sur le Bas-Canada s'esquisserait à partir d'une lecture systématique des *British Parliamentary Debates*, de la correspondance entre les Secrétares d'État au *Colonial Office* et les Gouverneurs de la colonie (voir la reproduction des documents par la Irish University Press), des archives d'acteurs coloniaux, des documents produits par lord Durham et Charles Buller, des journaux personnels de lady Durham ou de Jane Ellice<sup>9</sup>. John Arthur Roebuck mériterait une étude pour comprendre, à travers ses brochures, les *Débats* de la Chambre des Communes et sa correspondance avec Papineau, ses interventions aux Communes à titre de député et d'agent de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada. Enfin, les quelques études disponibles sur O'Callaghan, sur la communauté irlandaise de Montréal, ou sur l'élection-émeute de mai 1832 donnent le goût d'en savoir plus long sur l'évolution des positions sur le Bas-Canada, à la Chambre des Communes de Londres, du leader irlandais Daniel O'Connell. Ses interventions aux Communes et sa correspondance permettraient de suivre cette évolution et de voir si *L'Ami du peuple* avait raison, contre les Patriotes, de dire que la stratégie de O'Connell n'était pas celle de Papineau.

La documentation pour mesurer le rythme et l'ampleur de la radicalisation patriote a sans doute été largement consultée (voir ci-après les

8. Comme point de départ, il importe de saisir la conscience britannique en tant que telle ; et, à cet effet, on pourra consulter Linda Colley, *Britons : Forging the Nation, 1707-1837* (New Haven, Yale University Press, 1994).

9. Jacqueline Charpentier, *La question des agents du Bas-Canada en Grande-Bretagne et l'appui d'éléments britanniques au Parti Canadien et Patriote (1791-1838)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université d'Ottawa, 1983, xv-207 p. ; Gilles Laporte, *Le radical britannique Chapman et le Bas-Canada (1832-1839)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 1988, vii-207 p.

pistes biographiques et celles de la période 1830-1840), mais elle aurait avantage à être lue et analysée sous la loupe d'une question : jusqu'où va l'anticolonialisme du Parti Patriote et des patriotes à l'automne de 1837 et jusqu'à quel point est-il répandu dans le Bas-Canada ?

### LA PISTE BIOGRAPHIQUE

On dispose de peu de biographies historiques au Québec. Le genre est non seulement un défi d'écriture fascinant pour l'historien, mais il permet à un lectorat beaucoup plus large que celui des pairs d'accrocher à l'histoire. Imagine-t-on le moment où l'on disposerait d'une longue chaîne de biographies qui, tel un gué, ferait traverser aux lecteurs l'histoire culturelle et intellectuelle du Québec du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours ? On trouvera ici quelques-unes de ces pierres susceptibles de former un gué. On s'étonnera d'abord de constater qu'il n'y a pas de biographie un tant soit peu récente de Pierre-Stanislas Bédard, de Denis-Benjamin Viger, de Louis-Joseph Papineau, d'Étienne Parent, de George-Étienne Cartier ou de Louis-Hippolyte La Fontaine<sup>10</sup>. L'histoire intellectuelle du Québec bénéficierait aussi de biographies des deux grands surintendants de l'instruction publique, Jean-Baptiste Meilleur et Pierre-Joseph-Olivier Chauveau ; d'Edmé Rameau de Saint-Père, un ami de Parent et du curé Labelle et le père de l'idée de la vocation de la race française en Amérique ; d'Hector Fabre, l'éminence grise du libéralisme modéré et de Laurier (travaux en cours de Sylvain Simard) ; d'Honoré Beaugrand, figure du libéralisme radical du tournant du XX<sup>e</sup> siècle. On rêve enfin de biographies de quelques Patriotes comme le docteur O'Callaghan, Thomas Storrow Brown (travaux en cours de Denyse Beaugrand-Champagne), le docteur Cyrille Côté, Édouard-Étienne Rodier qui considère en 1835 que « la doctrine de l'obéissance passive est aussi infâme que ridicule », l'atypique abbé Étienne Chartier, le curé Jacques Paquin, chroniqueur remuant des rébellions dans le nord de Montréal.

### QUELQUES TROUS ENTRE 1760 ET 1840

Il est surprenant que nous connaissions si mal le degré de « canadianisation » en 1760 des colons français du Canada. Qui sont, d'un point de

10. Pour la bibliographie de Papineau et sur Papineau, L.-J. Papineau, *Un demi-siècle de combats. Interventions publiques* (Montréal, Fides, 1998), 618-662, choix de textes et présentation par Yvan Lamonde et Claude Larin, et la correspondance de Papineau en cours d'édition par Georges Aubin ; sur Parent, voir la note 5.

vue identitaire, ces ex-Français émigrés depuis un siècle et demi, qui ont modifié leurs façons de s'alimenter, de s'abriter, de se vêtir, qui ont un rapport nouveau à l'autorité et à la fiscalité? Comment les autorités civiles et religieuses perçoivent-elles les différences entre ces anciens colons du Nouveau Monde et les nouveaux arrivants ou leurs ex-concitoyens demeurés en France? Ont-ils des comportements marqués par leur appartenance nouvelle au continent américain, comportements spécifiques qui font justement d'eux, après 1763, les véritables « Canadiens »?

L'étude du libéralisme à cette époque mérite d'être approfondie. Dans sa thèse, *La genèse et l'avènement de la Constitution de 1791* (Université de Montréal, 1971), Pierre Tousignant a corrigé le recueil de textes officiels publié en 1911 par Adam Shortt et Arthur Doughty<sup>11</sup>, qui avaient retiré, dans les pétitions en faveur d'une Chambre d'assemblée, les signatures — majoritaires — de « Canadiens », c'est-à-dire de Canadiens d'expression française. Une prosopographie de ces signataires et pétitionnaires — marchands, gens de professions libérales — donnerait une idée de ces premiers « libéraux » qui cherchent à obtenir pour la colonie la totalité des « libertés anglaises » dont jouit la métropole. C'est en ce sens aussi que Bernard Andrès mène des travaux sur « l'archéologie du littéraire » entre 1760 et 1839.

Autre aspect mal connu de ce libéralisme hâtif au Bas-Canada : les écoles de la Chambre d'assemblée mises en place en 1829 pour remplacer les écoles de Fabriques de 1824. Malgré les études excellentes de Louis-Philippe Audet ou d'Andrée Dufour, et compte tenu de l'opposition qu'y manifeste la hiérarchie religieuse, qui perd son contrôle sur l'institution, on demande toujours à voir en quoi ces écoles promues par la députation canadienne-française présentent, du point de vue idéologique, des orientations « libérales ».

Pourquoi, comment, dans quelles circonstances, le Parti canadien de Bédard et de Papineau devient-il le Parti « Patriote » en 1826? La presse et la correspondance de Papineau permettraient-elles de savoir si l'inspiration vient des « Patriots » des États-Unis ou des « Patriotes » d'Amérique du Sud, du contexte lexical de la patrie, du patriotisme ou de la nationalité? Une réponse à cette question a évidemment une incidence sur l'état de conscience de la nationalité avant les Rébellions.

11. *Documents concernant l'histoire constitutionnelle du Canada (1759-1791)* (Ottawa, Imprimeur du Roi, 1911), 482-485.

La mouvance patriote demeure à certains égards un phénomène méconnu. Non seulement des biographies de Patriotes seraient-elles bienvenues — voir le portrait de groupe constitué par les biographies du *DBC* —, mais l'étude des interventions des députés du Parti Patriote dans les *Débats* de la Chambre et surtout dans la presse ferait connaître les points de vue d'individus tels qu'Augustin-Norbert Morin, Louis Borgia ou Louis Bourdages<sup>12</sup>.

La création d'associations patriotiques comme l'Association Saint-Jean-Baptiste semble susciter une sociabilité nouvelle (à partir de 1834), alors que les banquets se multiplient autour du 24 juin et que l'habitude des « santés » s'implante. *La Minerve* et *le Canadien* décrivent souvent ces « santés » offertes à Papineau, à O'Connell, au Roi ou à la république. Leur énumération, leur ordre de présentation et parfois de courtes présentations des discours improvisés — comme celui de Rodier en juin 1835 — constituent des sources susceptibles de faire voir des aspects nouveaux de la sociabilité et de l'actualité politiques.

Le nombre significatif d'aubergistes parmi les Patriotes donne à penser que l'auberge est un lieu important de la sociabilité campagnarde et citadine. À travers les dénombrements d'auberges ou de tavernes dans les recensements, par le biais de l'émission des permis de tenue d'auberges, des condamnations cléricales ou des premières luttes contre l'intempérance, on verrait mieux la fonction de l'auberge dans la sociabilité et la transmission de l'information<sup>13</sup>.

Notre connaissance de la vie associative avant l'Union gagnerait à l'étude plus approfondie de trois associations. D'abord, la Société Aide-toi et le ciel t'aidera, dont on présume que la fondation et les quelques activités connues se font à l'enseigne de la société du même nom en France avant la Révolution de juillet 1830. Nous avons vu dans *Histoire sociale des idées* que cette société semble promouvoir des idées libérales, en particulier à l'égard de l'éducation, et qu'elle suscite la vigilance et la critique de l'abbé Joseph-Sabin Raymond. Il conviendrait de voir si cette association a quelque lien avec l'Association Saint-Jean-Baptiste, dont Robert

12. Un point de départ possible, Christian Gaudette, *Louis Bourdages, notaire à Saint-Denis et député de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 1987, xiii-114 p.

13. J.-P. Bernard, *Les rébellions de 1837-1838* (Montréal, Boréal, 1983), 290-315 ; Serge Courville, Normand Séguin et Jean-Claude Robert, *Le pays laurentien au XIX<sup>e</sup> siècle. Les morphologies de base* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, coll. « Atlas historique du Québec », 1995), 103-104, 107, 115.



Rumilly n'a pas épuisé l'histoire. Une étude fine de la contextualisation, des membres et des activités de la Société Saint-Jean-Baptiste permettrait d'évaluer l'allégeance intellectuelle et politique de cette association. Enfin, la Société des Amis ne demande qu'à être étudiée grâce au *Journal* d'Amédée Papineau et au fonds documentaire qui se trouve aux archives de la Compagnie de Jésus à Saint-Jérôme. La Société des Amis paraît être le trait d'union entre l'associationnisme de 1837 et celui qui prévaut après l'Union.

La presse offre de nombreux chantiers de recherche. *Le Canadien* mérite une étude pour chacune des étapes de son existence ; on l'a étudié sous des angles particuliers — son nationalisme, la présence de Parent — mais ce journal, dont le rôle est central dans l'histoire intellectuelle et politique du Bas-Canada, requiert une analyse globale. On a beaucoup fait référence à *la Minerve* durant la décennie 1830, mais on a singulièrement sous-estimé *L'Ami du peuple, de l'ordre et des lois* (1832-1840), financé par les loyaux Sulpiciens, publié par l'imprimeur du Roi, dirigé par le futur chef de la police au temps des Rébellions, Pierre-Édouard Leclère, et rédigé par Alfred Rambau. La ligne éditoriale de *L'Ami du peuple* contre la pensée et la stratégie patriotes est aussi articulée que celle de Parent au *Canadien* ou de Neilson à *La Gazette de Québec*. Dans son *Journal de voyage en Europe*, récemment publié, L.-H. La Fontaine évoque la presse française au moment des Rébellions. On serait curieux de voir comment la presse française entre 1834 et 1839 — *le Courrier français, le Journal du peuple, la Presse, le National, le Moniteur*, par exemple — perçoit le Bas-Canada, les rébellions et l'arrivée de Papineau en février 1839. On sait aussi que *le Courrier des États-Unis* (1828-1938) de New York sert de courroie de transmission entre la France et le Bas-Canada via les États-Unis. Le contenu bas-canadien de ce journal, dont les rédacteurs seront plus tard conférenciers à l'Institut canadien de Montréal, la durable correspondance de P.-J.-O. Chauveau à ce journal francophone de New York (microfilms à la BNQ) seraient à analyser de même que les emprunts fréquents faits au *Courrier des États-Unis* par la presse bas-canadienne. *Le Messager Franco-Américain* (1860-1883) de New York est aussi une source d'approvisionnement de la presse canadienne-française comme l'a fait voir Philippe Fortin dans son mémoire sur *Le journal «le Pays» et la guerre de Sécession* (1861-1865)<sup>14</sup>.

14. Philippe Fortin, *Le journal «le Pays» et la guerre de Sécession (1861-1865)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 1999, 102 p.

**DES CHANTIERS DE RECHERCHE SUR LA PÉRIODE 1840-1880**

Deux grandes questions demandent toujours à être fouillées sous l'Union : le Gouvernement responsable et les relations entre les libéraux du Bas et du Haut-Canada. En ce qui concerne la place du Gouvernement responsable dans la pensée politique du Canada français, trois interrogations demeurent : dans quelle mesure le *Mémoire* de 1814 attribué à Pierre-Stanislas Bédard fait-il déjà référence au Gouvernement responsable ? Où La Fontaine puise-t-il ses réflexions sur le Gouvernement responsable dont il fait sa solution à la crise ? Les trouve-t-il essentiellement chez Parent qui, dès 1834, entrevoit cette solution aux difficultés constitutionnelles et politiques du Bas-Canada ? Il faudrait aussi expliquer pourquoi la question du Gouvernement responsable occupe si peu de place dans les écrits de Papineau.

Les rapports des hommes politiques bas-canadiens à leurs pairs haut-canadiens sont complexes. Les libéraux de Papineau ne peuvent concevoir comme libéraux les députés du Canada-Ouest qui acceptent une représentation parlementaire égale et non pas proportionnelle à la population, qui acceptent un partage inégal de la dette commune et l'abolition de la langue française. Quant aux réformistes de La Fontaine, comment composent-ils avec cette position du Canada-Ouest ? La promesse d'un Gouvernement responsable leur fait-elle oublier ces positions peu démocratiques ? Qui énonce cette position au Canada-Ouest ? En quels termes ? Et comment les hommes politiques du Canada-Est peuvent-ils accepter qu'après avoir été favorables à la représentation égale lorsqu'ils étaient démographiquement minoritaires, les « libéraux » du Canada-Ouest deviennent en 1854 tenants du *Rep by Pop* parce qu'ils deviennent démographiquement majoritaires ? Toute cette question des rapports réciproques du Canada-Ouest et du Canada-Est à la démocratie et au libéralisme exige enquête et réflexion. De tels sujets pourraient être étudiés dans *L'Aurore des Canadas* (1839-1849) ou dans *Le Moniteur canadien* (1849-1855). Ces deux journaux, tout comme l'*Ordre* (1858-1871), sont mal connus et feraient l'objet d'intéressants mémoires de maîtrise.

La presse offre parfois des chroniques inédites qui peuvent être éclairantes sur la sociabilité urbaine à Montréal. C'est le cas des « causeries des salons » de la *Revue canadienne* à compter de février 1845 ou de la « revue du mois » de l'*Album littéraire et musicale* de la même revue en 1847. Il y a aussi une sociabilité particulière aux « expositions », qu'elles soient agricoles, industrielles, provinciales ou universelles. Qui voudra répondre à la question : quelle image le Bas-Canada et le Québec projettent-ils

d'eux-mêmes lors de leur participation canadienne aux expositions universelles de 1851, 1855, 1867, 1878, 1889? La documentation ne manque pas pour tenter de répondre à la question<sup>15</sup>.

Trois pistes, plus étroites peut-être, mais dignes d'intérêt. 1- Deux associations, l'Union catholique, des Jésuites, et le Cercle Ville-Marie, des Sulpiciens. Les deux témoignent du phénomène associatif de 1840 au début du xx<sup>e</sup> siècle et le relie à l'ouverture d'une université francophone à Montréal. 2- La perception qu'avait du Québec et du Canada le philosophe américain Henry-David Thoreau à travers *A Yankee in Canada* (1856) et ses autres écrits. 3- Et la correspondance (1845-1846) entre Ernest Renan et le sulpicien Louis-Léon Billion, correspondance qui se trouve aux archives sulpiciennes de Montréal.

Un vaste sujet attend son chercheur et son candidat au doctorat : le milieu universitaire professoral et étudiantin à Montréal après 1876. Étudié jusqu'à maintenant sous l'angle de la « querelle », l'établissement de l'Université Laval à Montréal (1876-1920) a des incidences singulièrement plus significatives sur la vie culturelle et intellectuelle à Montréal. L'Université va amener la densité voulue d'acteurs capables de contribuer à des journaux, de fonder des revues ou des groupes littéraires, de susciter des auditoires plus ou moins bruyants aux concerts et aux représentations théâtrales. À titre d'exemple, les archives, les annuaires, les journaux (*Le Journal des étudiants*, 1895-1896 ; *L'Étudiant*, 1911-1915 ; *L'Écholier*, 1915-1917 ; *Le Quartier latin*, 1917-1970) feraient voir comment l'Université constitue une variable décisive dans l'émergence de « l'intellectuel » québécois au début du xx<sup>e</sup> siècle<sup>16</sup>.

## ENQUÊTER SUR L'IMPRIMÉ

Les domaines d'enquête sur l'imprimé québécois dans toutes ses manifestations ne manquent pas. Les papiers Neilson (ANC et ANQ) fournissent matière à un doctorat pour analyser l'activité éditoriale et politique de John Neilson et de sa famille. Ce fonds couvre tout autant l'histoire de l'imprimerie, des impressions et de la presse que celle du commerce du livre. L'activité de l'imprimeur François Lemaître, qui publie *Le Libéral*

15. André Beaulieu et Jean Hamelin, *La presse québécoise des origines à nos jours* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1973), I : 99-100, 164, 217-220 ; sur la notion de sociabilité : Yvan Lamonde, « La sociabilité et l'histoire socio-culturelle : le cas de Montréal (1760-1880) », dans Y. Lamonde, *Territoires de la culture québécoise* (Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1991), 71-103.

16. Yvan Lamonde, « Les « intellectuels » francophones au Québec au xix<sup>e</sup> siècle : questions préalables », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 48,2 (automne 1994) : 153-185.

(1837) à Québec et *La Quotidienne* (1837-1838) à Montréal, donnerait une bonne idée de l'imprimeur patriote, dont Duvernay demeure la grande figure avant 1837. Une étude sur l'imprimeur du Roi (Armour, Desbarats, Derbyshire) ferait voir l'ampleur de l'activité éditoriale du gouvernement et les types d'appartenance idéologique des imprimeurs retenus.

Une approche nouvelle de l'étude des bibliothèques, de la librairie et de leurs catalogues imprimés consisterait à analyser non pas la totalité de la collection d'une bibliothèque ou le stock d'une librairie sur une période donnée, mais de poser aux catalogues des questions spécifiques, d'y chercher des traces d'intérêt pour l'un ou l'autre auteur (Delolme, Burke, Gladstone, Locke, Montesquieu, Rousseau, Voltaire, de Bonald, de Maistre, Lamennais, Chateaubriand, Balzac, Hugo, Zola, les feuilletonnistes français), pour un domaine de savoir (ouvrages de droit, de médecine, de sciences), d'apprentissage (travaux manuels, métiers, horticulture, cuisine) ou pour un genre littéraire (la littérature, la relation et le récit de voyages)<sup>17</sup>.

La lecture réelle est un phénomène habituellement difficile à analyser. Le fonds Papineau aux Archives nationales du Québec (région de Québec) permettrait à travers les factures d'achat de volumes une petite histoire de la lecture dans une famille particulière. S'y ajouteraient les renseignements multiples sur les lectures d'Amédée Papineau dans son *Journal d'un Fils de la Liberté*, récemment publié, de même que les travaux de Roger LeMoine sur le catalogue de la bibliothèque de Louis-Joseph Papineau<sup>18</sup>.

Au-delà de pistes de recherche plus ponctuelles, les territoires plus vastes d'enquêtes ne manquent pas. La culture populaire rurale et urbaine, la culture des anglophones et celle des villes moyennes attendent leurs chercheurs. Il en est de même pour le libéralisme, celui de la première génération, qui pétitionne pour une Chambre d'assemblée en 1784 et qui y entre en 1792, et celui des hommes de 1840 (Parent, La Fontaine, Cauchon, Cartier, Laurier), notamment dans leur position à l'égard du Gouvernement responsable et dans leurs rapports face aux libéraux du Haut-Canada. Sans compter la piste biographique, objet de réflexions dans le dernier numéro de la présente revue.

17. Sur les catalogues, Yvan Lamonde, *Les bibliothèques de collectivité à Montréal (17<sup>e</sup>-19<sup>e</sup> siècles)* (Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1979), 139 p. ; *idem*, *La librairie et l'édition à Montréal (1776-1920)* (Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1991), 198 p. ; Yvan Lamonde et Daniel Olivier, *Les bibliothèques personnelles au Québec* (Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1983), 132 p.

18. *Bibliographie des études québécoises sur l'imprimé (1970-1987)* (Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1991), no 404-406.